

## **DÉLIBÉRATION N°CP 2022-148**

### **DU 23 MARS 2022**

#### **MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA BANQUE DES TERRITOIRES AU TITRE DU PROGRAMME PETITES VILLES DE DEMAIN**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n° CR 09-16 du 17 mars 2016 portant doublement des aides aux territoires ruraux ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-052 du 21 juillet 2021 : « Lutter contre les fractures » ;

**VU** la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

**VU** la délibération n° CP 2021-500 approuvant le partenariat entre le conseil régional d'Île-de-France et la Caisse des dépôts et consignations pour la mise en œuvre du programme national Petites villes de demain ;

**VU** le budget 2022 de la région Île-de-France ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens.

**VU** l'avis de la commission de la ruralité, du commerce et de l'artisanat ;

**VU** le rapport n°CP 2022-148 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

#### **Article 1 :**

Approuve le règlement d'intervention du dispositif « Petites villes de demain », figurant en annexe 1 à la présente délibération.

#### **Article 2 :**

Décide, au titre du dispositif « Petites villes de demain », de participer au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 18 943,38 €.

Approuve la convention-type de subventionnement d'investissement figurant en annexe 3 à la présente délibération, subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 18 943,38 € disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme 153001 « Aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300106 « Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural ».

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1143144-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXES A LA DELIBERATION**

## **Annexe 1 : Règlement d'intervention du dispositif Petites villes de demain**

## **1. Objectifs du dispositif**

Petites villes de demain (« PVD ») est un programme national d'appui à la redynamisation de communes rurales qui constituent des pôles de centralité et présentent des signes de vulnérabilité. Ce programme articule des moyens d'actions locaux et nationaux, pour permettre aux collectivités lauréates de se doter d'un projet global de revitalisation et de le piloter sur la période 2020-2026.

La Région est l'intermédiaire de la Banque des territoires (direction de la Caisse des dépôts et consignations), pour mettre en œuvre le programme PVD dans les départements de la Seine-et-Marne (77), des Yvelines (78) et de l'Essonne (91).

Ce dispositif vise à mobiliser les crédits de la Banque des territoires pour subventionner des études stratégiques, pré-opérationnelles ou opérationnelles, au bénéfice des collectivités bénéficiaires du programme PVD.

Ce règlement d'intervention s'inscrit dans la continuité du rapport n° CP 2021-500 et permet la mise en œuvre de la convention de partenariat signée le 17 décembre 2021 par la présidente du conseil régional et le directeur régional de la Caisse des dépôts et consignations.

A titre dérogatoire, dans le cadre de ce règlement d'intervention, les bénéficiaires ne sont pas soumis à l'obligation de recrutement de stagiaires telle qu'adoptée par la délibération n° CP 08-16.

## **2. Conditions d'éligibilité**

### **a) Bénéficiaires éligibles**

Sont éligibles à ce dispositif les collectivités bénéficiaires du programme national Petites villes de demain (PVD) des départements de Seine-et-Marne (77), des Yvelines (78) et de l'Essonne (91).

Sont ainsi concernées, les collectivités suivantes :

- Dans le département de la Seine-et-Marne, 15 communes, 15 sites (11 intercommunalités) :
  - Provins (Provinois)
  - Donnemarie-Dontilly (Bassée-Montois)
  - Trilport (Pays de Meaux)
  - Bray-sur-Seine (Bassée-Montois)
  - La Ferté-sous-Jouarre (Coulommiers Pays de Brie)
  - Crécy-la-Chapelle (Coulommiers Pays de Brie)
  - La Ferté-Gaucher (Deux Morin)
  - Rebais (Deux Morin)
  - Brie-Comte-Robert (L'Orée de la Brie)
  - Moissy-Cramayel (Grand Paris Sud)
  - Nangis (Brie Nangissienne)
  - Le Châtelet-en-Brie (Brie des Rivières et Châteaux)
  - Champagne-sur-Seine (Moret Seine et Loing)
  - Moret-Loing-et-Orvanne (Moret Seine et Loing)
  - Souppes-sur-Loing (Gâtinais Val-de-Loing)
- Dans le département des Yvelines, 11 communes pour 9 sites (6 intercommunalités) :
  - Ablis (Rambouillet Territoires)
  - Saint-Arnoult-en-Yvelines (Rambouillet Territoires)
  - Jouars-Pontchartrain (Cœur d'Yvelines)

- Beynes (Cœur d'Yvelines)
  - Houdan (Pays Houdanais)
  - Maule (Gally Mauldre)
  - Epône / Mézières-sur-Seine (Grand Paris Seine et Oise)
  - Rosny-sur-Seine (Grand Paris Seine et Oise)
  - Bonnières-sur-Seine / Freneuse (Portes de l'Île-de-France)
- Dans le département de l'Essonne, 10 communes pour 8 sites (7 intercommunalités) :
- Ballancourt-sur-Essonne (Val d'Essonne)
  - La Ferté-Alais (Val d'Essonne)
  - Milly-la-Forêt / Maisse (Deux Vallées)
  - Dourdan (Dourdannais en Hurepoix)
  - Angerville (Etampois Sud Essonne)
  - Etréchy (Entre Juine et Renarde)
  - Briis-sous-Forges / Limours (Pays de Limours)
  - Breuillet (Cœur d'Essonne)

Aux collectivités PVD précitées, s'ajoutent leurs opérateurs agissant dans le périmètre du programme :

- EPL, agences de développement, offices de tourisme... ;
- Les organismes de logements sociaux ;
- Les agences d'urbanisme.

Pourront éventuellement solliciter le dispositif, d'autres porteurs de projet locaux contribuant aux actions du projet de redynamisation Petites villes de demain (associations, sociétés coopératives, sociétés de projet...).

Le soutien financier de la Région auprès des organismes de droit privé ne sera possible que sous réserve de la faisabilité juridique d'un tel financement au regard de la réglementation européenne sur les aides d'Etat.

L'enveloppe financière de la Banque des territoires ne saurait bénéficier à une collectivité ou intercommunalité non lauréate du programme ou à l'un de ses opérateurs.

## **b) La nature des actions éligibles**

Les études subventionnées devront se rattacher explicitement à l'élaboration ou à la mise en œuvre d'un projet global de redynamisation de la collectivité.

Les projets éligibles sont les études stratégiques, pré-opérationnelles thématiques et opérationnelles.

- Ingénierie stratégique  
Elle recouvre par exemple :
  - Diagnostics socio-économiques et urbains ;
  - Elaboration du projet global de revitalisation ;
  - Conception de la feuille de route ou du plan d'actions ;
  - Organisation de la gouvernance du projet global.
- Ingénierie pré-opérationnelle thématique  
Elle recouvre par exemple :
  - Elaboration de schémas et plans thématiques (déplacement, tourisme, environnement, signalétique, marchandisage, patrimoine, etc.) ;
  - Enquêtes de comportements d'achats (habitudes de consommation, freins et leviers à la fréquentation, ambiance, accessibilité, diversité et qualité de l'offre) ;
  - Déploiement d'innovations ;

- Etablissement d'un référentiel foncier, études de gisements fonciers à l'échelle de la ville.
- Ingénierie opérationnelle et montage juridico-financier des projets  
Elle recouvre par exemple :
  - Programmation immobilière ;
  - Etude de faisabilité technique, économique et juridique ;
  - Montage opérationnel : technique, financier, juridique... ;
  - Choix d'outils d'intervention (outils réglementaires, outils de portage...) et définition de régimes d'aides locales ;
  - Diagnostics techniques à l'immeuble ;
  - Aide à la décision sur scénarios de montage juridico-financier ;
  - Expertise juridique et foncière ;
  - Recherche de financements et d'investisseurs.

Pourront également être éligibles :

- Toute forme de prestation qui apporte un appui à la collectivité sur la durée d'un projet, dans l'exercice de sa fonction de maître d'ouvrage (AMO), pour la conduite des opérations d'investissements publics (directes ou concédées).
- Toute forme de prestation qui permette à la collectivité d'apporter un environnement favorable pour la facilitation des opérations d'investissements privés.

### **3. Dépenses éligibles et taux d'intervention**

#### **a) Dépenses éligibles**

Les dépenses éligibles sont le montant TTC de la prestation d'ingénierie ou HT si le porteur de projet récupère le montant de la TVA.

Les subventions accordées sont exclusivement des subventions d'investissement. Il doit s'agir de dépenses en investissement pour des études pouvant être rattachées à un projet d'aménagement à venir.

Pour être retenues comme éligibles, les dépenses ne doivent être engagées qu'à compter de la décision d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante de la région Île-de-France.

Toutefois, en cas d'urgence et sur demande motivée, les dépenses peuvent être engagées à titre dérogatoire à compter de la date de notification par la Région de la réception d'un dossier de candidature complet. Toutes les dépenses engagées préalablement à cette notification sont donc inéligibles au présent règlement d'intervention.

#### **b) Montant de la subvention versée par la Région sur les fonds abondés par la Banque des territoires**

Le montant maximal de la subvention est fixé à 50% du coût de l'étude, TTC ou HT si le porteur de projet récupère la TVA. La participation effective s'établit dans une fourchette de 10% à 50% du montant de l'étude (TTC ou HT comme précisé précédemment).

Pour les collectivités, le reste à charge ne pourra être inférieur à 30% du coût de l'étude.

Pour une même Petite ville de demain, le montant total de subventions ne pourra excéder 85 000€ sur la durée du programme (6 ans). Un même bénéficiaire pourra ainsi solliciter plusieurs subventions à condition que chaque subvention ait pour objet une étude distincte.

Le taux à appliquer sera apprécié par la Région, en partenariat avec la Banque des territoires, en tenant compte de :

- La possibilité de financements multiples par d'autres partenaires du programme Petites villes de demain ou par des tiers ;
- L'intérêt et la valeur-ajoutée de la prestation pour la réalisation du projet de redynamisation ;
- La nécessité de maintenir un engagement significatif du porteur de projet ;
- La réglementation européenne sur les aides d'Etat lorsqu'elle a vocation à s'appliquer.

#### **4. Composition et dépôt du dossier de demande de subvention**

Les collectivités et autres porteurs de projet devront se rapprocher du service de la Région (courriel : [agence-idf-ruralite@iledefrance.fr](mailto:agence-idf-ruralite@iledefrance.fr)) en charge du dispositif pour déposer leur dossier.

Le dossier de demande de subvention comprend :

- Si le demandeur est une collectivité, la délibération du conseil municipal ou communautaire sollicitant la subvention et comportant engagement sur le projet nécessitant le recours à une étude, ou la convention d'adhésion au programme Petites villes de demain mentionnant de manière explicite le projet pour lequel une subvention est sollicitée, accompagnée de la délibération du conseil municipal ou communautaire autorisant la signature de cette convention ;  
Pour tout autre demandeur, un courrier du responsable de la structure sollicitant la subvention et s'engageant à l'utiliser pour le projet annoncé ;
- Une présentation générale du bénéficiaire de la subvention et de son projet d'étude ;
- Le cahier des charges de l'étude envisagée ;
- Le plan de financement de l'étude envisagée ;
- Le devis du prestataire retenu pour réaliser l'étude envisagée ;
- L'attestation d'assujettissement de l'opération à la TVA ou non ;
- Une attestation de non-commencement de la/des prestation(s) ou une demande de commencement anticipé motivée et faisant état d'une situation d'urgence ;
- Le RIB du bénéficiaire de la subvention. S'il s'agit d'une collectivité, le RIB doit être signé par le président de l'assemblée délibérante.

Les dossiers incomplets ne seront pas examinés.

#### **5. Attribution de l'aide et conventionnement**

L'aide est attribuée par la commission permanente du conseil régional.

Une convention de subvention est signée entre la Région et le bénéficiaire, quel que soit le montant de la subvention octroyée, et fixe les modalités de versement de la subvention.

La subvention est versée sur demande du bénéficiaire auprès des services de la Région. Un état récapitulatif des dépenses doit à cette occasion être présenté (les factures doivent être conservées pour contrôle éventuel).

Une subvention est considérée comme caduque si, à l'expiration d'un délai de dix-huit mois suivant la signature de la convention financière, une demande de versement n'a pas été émise auprès des services de la Région. De même, une subvention non soldée dans un délai de dix-huit mois à compter de la date de réception de la première demande de versement devient caduque.



## **Annexe 2 : fiches projets**

**DOSSIER N° 22002686 - ETUDE DE PLAN-GUIDE OPERATIONNEL POUR LA COMMUNE DE BEYNES**

**Dispositif** : Petites villes de demain (n° 00001265)

**Délibération Cadre** : CP2021-500 du 19/11/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204141-153001-1700

Action : 15300106- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Petites villes de demain	40 737,50 € HT	33,00 %	13 443,38 €
Montant total de la subvention			13 443,38 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BEYNES  
Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945  
78650 BEYNES  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Yves REVEL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 31 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'étude dont le cofinancement est sollicité permettra l'élaboration d'un plan-guide fixant les orientations d'aménagement à 15 ans en précisant l'armature urbaine, la programmation des espaces publics et du bâti, et l'articulation des interventions. L'étude élaborera également des plans projets par secteur opérationnel afin de décliner les différentes opérations à mener, présenter leur faisabilité et estimer leur coût.

En particulier, l'étude s'intéressera aux secteurs du Centre-Bourg et du Val des 4 Pignons. Il s'agit de réinsuffler davantage d'activité dans le centre-ville en aménageant davantage d'espaces publics et en permettant aux mobilités douces de se développer. Pour le quartier du Val des 4 Pignons, il s'agit également de réfléchir aux opportunités offertes par le déménagement du collège en requalifiant la trame viaire pour l'adapter aux liaisons douces et en soutenant les commerces mis en difficulté par la crise sanitaire.

**Détail du calcul de la subvention :**

Il est proposé d'engager le cofinancement de la Banque des territoires à hauteur de 13 443,38 € dans un plan de financement de 40 737,50 € HT, soit 33% du coût de la mission, en cofinancement avec la commune (67%).

**Localisation géographique :** BEYNES**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Diagnostic sectoriel	13 075,00	32,10%
Scénarios de développement	12 925,00	31,73%
Plan guide et fiches actions	13 612,50	33,42%
Concertation	1 125,00	2,76%
Total	40 737,50	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (pour la Banque des territoires)	13 443,38	33,00%
Commune	27 294,12	67,00%
Total	40 737,50	100,00%

**DOSSIER N° 22002687 - ETUDE PROGRAMME DE RENOVATION ENERGETIQUE - COMMUNE DE BREUILLET**

**Dispositif** : Petites villes de demain (n° 00001265)

**Délibération Cadre** : CP2021-500 du 19/11/2021

**Imputation budgétaire** : 905-53-204141-153001-1700

Action : 15300106- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Petites villes de demain	35 240,00 € HT	15,61 %	5 500,00 €
Montant total de la subvention			5 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BREUILLET

Adresse administrative : 42 GRANDE RUE  
91650 BREUILLET

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Bernard SPROTTI, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 24 mars 2022 - 24 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Breuillet sollicite le cofinancement d'une mission d'élaboration d'un programme de rénovation énergétique de 6 bâtiments communaux. Ce projet s'inscrit dans la préparation de travaux visant la mise en conformité du patrimoine bâti communal avec les obligations de la loi ELAN et de son décret d'application dit « décret tertiaire ».

Le cofinancement proposé porte précisément sur la mission « d'élaboration d'un programme d'amélioration visant à diminuer sur la durée la consommation énergétique des sites », c'est-à-dire un programme de chiffrage des investissements déduit des audits. La ville a retenu l'offre du prestataire Greenation.

Ce programme d'amélioration portera sur :

- Les actions correctives ne nécessitant pas de travaux et portant sur les conditions d'utilisation et de meilleure exploitation du bâtiment.
- Les travaux techniquement envisageables sur le bâti, les installations thermiques et les autres équipements ou usages spécifiques, en tenant compte des interactions entre améliorations proposées.

**Détail du calcul de la subvention :**

Il est proposé de financer l'intégralité de la mission 3 « d'élaboration d'un programme d'amélioration visant à diminuer sur la durée la consommation énergétique des sites », soit 5 500€ HT, pour un cofinancement à hauteur de 15,6% du montant total de la prestation.

**Localisation géographique :**

 BREUILLET

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Analyse factures - Année de référence	1 750,00	4,97%
Audit énergétique	27 990,00	79,43%
Programmation travaux	5 500,00	15,61%
Total	35 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (pour la Banque des territoires)	5 500,00	15,61%
Commune de Breuillet	29 740,00	84,39%
Total	35 240,00	100,00%

## **Annexe 3 : convention financière type**

## CONVENTION N°

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,  
En vertu de la délibération N° CPXXXX-XX du DATE DU VOTE,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : DENOMINATION  
dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS  
N° SIRET :  
Code APE :  
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE  
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

### PREAMBULE :

Petites villes de demain (PVD) est un programme national d'appui à la redynamisation des petites villes rurales exerçant un rôle de centralité et présentant des signes de vulnérabilité. Sur la durée du mandat municipal, le programme articule des moyens locaux et nationaux, pour permettre aux collectivités de se doter d'un projet global de revitalisation et de le piloter sur la durée du mandat.

La région Île-de-France s'est engagée comme partenaire de la Banque des territoires (direction de la Caisse des dépôts et consignations) afin de mettre en œuvre le programme national Petites villes de demain dans les 32 sites des départements de Seine-et-Marne, de l'Essonne et des Yvelines. Une convention de partenariat liant la Caisse des dépôts et consignations et la région Île-de-France a été adoptée par la délibération n° CP 2021-500 du 19 novembre 2021, et signée par la présidente du conseil régional et par le directeur régional de la Caisse des dépôts et consignations le 17 décembre 2021.

Dans le cadre de ce partenariat, le conseil régional assure l'accès des 32 sites Petites villes de demain aux cofinancements d'études stratégiques, pré-opérationnelles et thématiques de la Banque des territoires. Pour ce faire, elle mobilise le dispositif de subvention « Petites villes de demain », adopté par délibération de l'assemblée délibérante n° CR 2022-148 du 23 mars 2022. Ce dispositif permet l'attribution et le versement de subventions par la Région, dans le cadre de l'enveloppe financière confiée à la Région par la Banque des territoires.

Le bénéficiaire a sollicité la Région et le dispositif « Petites villes de demain » afin d'obtenir un cofinancement d'étude sur l'enveloppe de la Banque des territoires.

L'attribution par la Région d'une subvention, dans le cadre de l'enveloppe financière de la Banque des territoires, et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée, et des conditions suivantes.

L'aide régionale est octroyée sur la base du régime d'aide XX [lorsque la réglementation européenne s'applique].

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N°CPXXXX-XXX du DATE DU VOTE, la région Île-de-France, dans le cadre de son partenariat avec la Banque des territoires, a décidé de soutenir LE BENEFICIAIRE pour la réalisation de l'étude dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention, dans le cadre de l'enveloppe confiée par la Banque des territoires pour le cofinancement d'études, correspondant à XX% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX€.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE ET A SON SUIVI OPERATIONNEL**

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour engager dans les meilleurs délais les études stratégiques, pré-opérationnelles et thématiques faisant l'objet d'une subvention, dans le cadre de l'enveloppe de la Banque des territoires, au titre du dispositif Petites villes de demain.

Le bénéficiaire est le maître d'ouvrage et le seul responsable de la réalisation des études stratégiques, pré-opérationnelles et thématiques réalisées pour la mise en œuvre du programme Petites villes de demain.

Le bénéficiaire s'engage à participer aux entretiens sollicités par la Région, relatifs au projet mis en œuvre au titre de la présente convention et à fournir des éléments informatifs sur l'avancée des études cofinancées.

Il informe la Région de la tenue des instances de gouvernance du programme Petites villes de demain (comités locaux Petites villes de demain à l'échelle du département, comités de pilotage/de projet à l'échelle de la Petite ville de demain).

Il fournit des éléments informatifs sur l'avancée du projet de revitalisation de la collectivité et l'aboutissement des projets dont les études cofinancées ont permis la conception, le montage, la mise en œuvre.

### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données



et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

#### ARTICLE 2.3 OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire, s'il s'agit d'une personne morale de droit privé, s'engage à respecter et promouvoir la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à la situation juridique ou financière du bénéficiaire susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservar pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de la réalisation des études cofinancées et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux livrables des études cofinancées, aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique séparée.

#### ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, les logotypes de la Région et de la Banque des territoires, dans les formats qui lui seront précisés, et à faire mention du soutien de la Région et de la Banque des territoires à la réalisation des études sur l'ensemble des supports de communication, les publications et lors de toutes les interventions ou présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisés dans le cadre de la présente convention, pendant toute la durée de la convention.

De manière générale, le bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Région et de la Banque des territoires.

A l'extinction des obligations susvisées, le bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des marques susvisées et des signes distinctifs de la Région et de la Banque des territoires, sauf accord exprès contraire écrit.

Le bénéficiaire, s'il s'agit d'une commune, s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation de panneaux « d'entrée de ville » mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation des panneaux dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

## **ARTICLE 2.6 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Dans le cadre de la présente convention, le bénéficiaire cède, à titre gratuit et non exclusif, à la Région et à la Banque des territoires l'ensemble des droits d'usages afférents aux résultats des études, notamment aux supports de communication, publications, documents et fichiers de présentation, études, comptes-rendus d'activité et à tout document obtenu dans le cadre de la convention, au fur et à mesure de leur réalisation et ce, pour une exploitation à titre gratuit.

La présente cession est conclue pour la durée de la convention.

Le bénéficiaire déclare être titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la cession des droits cédés telle que visée au présent article.

A ce titre, le bénéficiaire garantit la Région et la Banque des territoires contre toute action, revendication ou réclamation intentée par des tiers, sur la base des droits de propriété intellectuelle cédés en vertu de la convention et s'engage à faire son affaire et à prendre à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions.

Le bénéficiaire s'engage à prendre toute mesure nécessaire afin de garantir l'exploitation paisible desdits droits notamment à l'égard de son personnel et de ses éventuels sous-traitants.

En conséquence, le bénéficiaire garantit avoir obtenu l'ensemble des autorisations et cessions de droits nécessaires, et respecter les lois et règlements en vigueur, pour exécuter les engagements à sa charge dans le cadre de la présente convention.

La présente convention n'emporte aucune autre cession ou concession de droits de propriété intellectuelle, quels qu'ils soient, notamment les parties demeurent seules propriétaires de leurs signes distinctifs respectifs.

## **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA REGION**

La région Île-de-France s'engage à apporter, dans les conditions fixées à l'article 4, le cofinancement issu de l'enveloppe de la Banque des territoires précisé à l'article 1 de la présente convention afin de permettre au bénéficiaire de réaliser l'étude dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

## **ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **ARTICLE 4.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 18 mois à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 18 mois pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### **ARTICLE 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT**

Le versement de la subvention par la Région dans le cadre de l'enveloppe confiée par la Banque des territoires pour le cofinancement d'études est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### **ARTICLE 4.2.1 : VERSEMENT D'UN ACOMPTE**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'un acompte à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures payées au titre de l'opération, le nom du prestataire et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### **ARTICLE 4.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE**

La subvention sera versée en totalité après justification par le bénéficiaire de l'achèvement de l'étude cofinancée et de son paiement.

Pour les personnes morales de droit public : Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Pour les personnes morales de droit privé : Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et

- signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- Un compte-rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné ;
  - Un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

#### **ARTICLE 4.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

#### **ARTICLE 4.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE (sinon) DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir DATE DU VOTE.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir dans un délai de trente jours les obligations inexécutées. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de

résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation de la présente convention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé : la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte-rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire  
DENOMINATION  
CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

